



Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la concertation et la communication du projet  
Bray-Nogent

*Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)*

2025-UOP-AMO-EP - 06/03/25











## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

---

Assistance maîtrise d'ouvrage communication et  
concertation

---

L'ESSENTIEL DU CONTRAT		
	Objet	Assistance maîtrise d'ouvrage communication et concertation
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Avec tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Reconduction	
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Sans
	Avance	Avec

## Table des matières

I- OBJET DU MARCHE : DISPOSITIONS GENERALES .....	5
I.1-Objet du marché .....	5
I.2-Présentation de VNF .....	5
II- CONTEXTE GENERAL DU PROJET .....	5
II.1 Localisation du projet .....	7
II.2 Description du projet .....	8
II.2.1 Historique du projet.....	9
II.2.2 Objectif du projet.....	10
II.2.3 Justification du projet .....	10
II.2.4 Scénario et variants .....	11
II.3 Organisation du projet .....	11
II.4 Désignation du maître d'œuvre .....	12
II.5 Calendrier prévisionnel .....	12
II.6 Le besoin d'une assistance à la communication .....	13
II.6.1 Objectifs et cible .....	13
II.6.2 Enjeux .....	13
III- MISSIONS DU PRESTATAIRE : TRANCHE FERME.....	14
III.1 Responsable de la prestation .....	14
III.2 Elaboration de la stratégie de concertation et de communication.....	14
III.3 Les différents supports de communication envisagés .....	15
III.4 Assister le maître d'ouvrage pour la préparation des réunions publiques ou autres réunions importantes.....	15
III.4.1 Détail de la prestation pour la réunion.....	15
III.4.2 Panneaux d'exposition .....	16
III.4.3 Support de présentation.....	17
III.5 Enquête publique .....	17
III.5.1 Relecture du dossier d'enquête Publique.....	17
III.5.2 Centrale argumentaire.....	18
III.5.3 Organisation de l'enquête Publique .....	18
III.5.4 Vérification des affichages en mairie et sur les panneaux d'information- constat d'huissier .....	18
III.6 Registre de l'enquête.....	19
III.6.1 La collecte des registres après la clôture de l'enquête publique et leur livraison à la commission d'enquête.....	19

III.6.2 Création d'un registre dématérialisé pour l'enquête publique .....	19
IV- MISSIONS DU PRESTATAIRE : TRANCHE OPTIONNELLE .....	19
IV.1 Animation d'une réunion Publique .....	19
IV.2 Appui (non juridique) à la rédaction du mémoire en réponse au PV de la commission d'enquête .....	20
IV.3 Page internet dédiée .....	20
IV.4 Mise à disposition du dossier d'enquête publique .....	20
IV.5 Le dossier d'enquête publique .....	21
IV.6 Evolution du contexte et de la stratégie de concertation et de communication .....	21
IV.7 "Débat training" .....	21

## **I- OBJET DU MARCHÉ : DISPOSITIONS GENERALES**

### **I.1-Objet du marché**

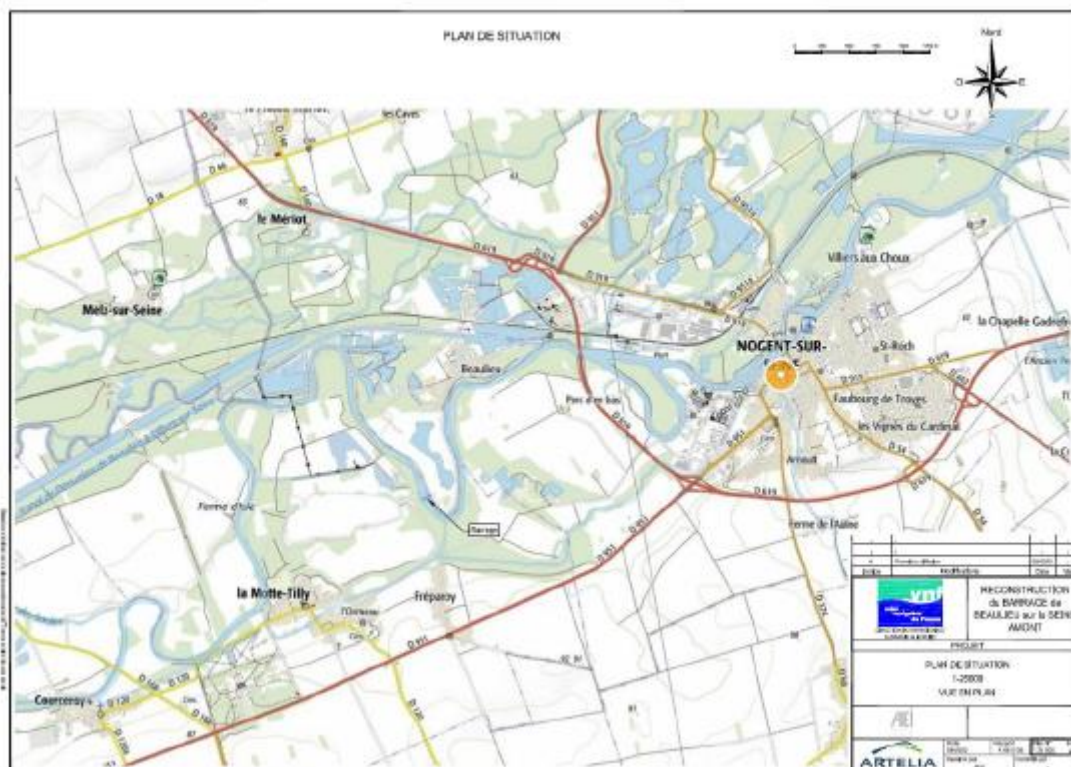
La présente consultation concerne la réalisation de l'enquête publique et de la concertation dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction afin de réaliser les travaux du barrage de Beaulieu entre la commune de La Motte-Tilly et du Mériot dans l'Aube (10).. Le présent marché consiste notamment à :

- Assurer le bon déroulement de l'enquête publique ;
- Assurer la réalisation des réunions publiques ;
- Assurer un conseil stratégique et une mise à jour du contexte du projet et de la stratégie de concertation et de communication ;
- Assurer la réalisation et le suivi du site internet du projet (optionnelle) ;
- Rédiger et mettre en page l'ensemble des documents d'information nécessaire à la bonne communication du projet ;
- Assurer la relecture des différents documents techniques du projet pour assurer une bonne compréhension des publics visés ;
- Assister le maître d'ouvrage pour la préparation des réunions publiques et assurer la logistique des différentes réunions de concertation organisées par le maître d'ouvrage ;

### **I.2-Présentation de VNF**

Établissement public créé en 1991, Voies navigables de France est l'opérateur national de l'ambition fluviale. Sous tutelle du Ministère en charge des Transports, il contribue à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques nationales, dans le domaine de la transition énergétique via le report du transport de marchandises de la route vers le fleuve, dans le domaine de l'aménagement du territoire et du développement du tourisme en France, et enfin dans le domaine de la transition écologique, la voie d'eau étant le plus grand fournisseur d'eau du pays et une ressource essentielle en matière de biodiversité.

## **II- CONTEXTE GENERAL DU PROJET**

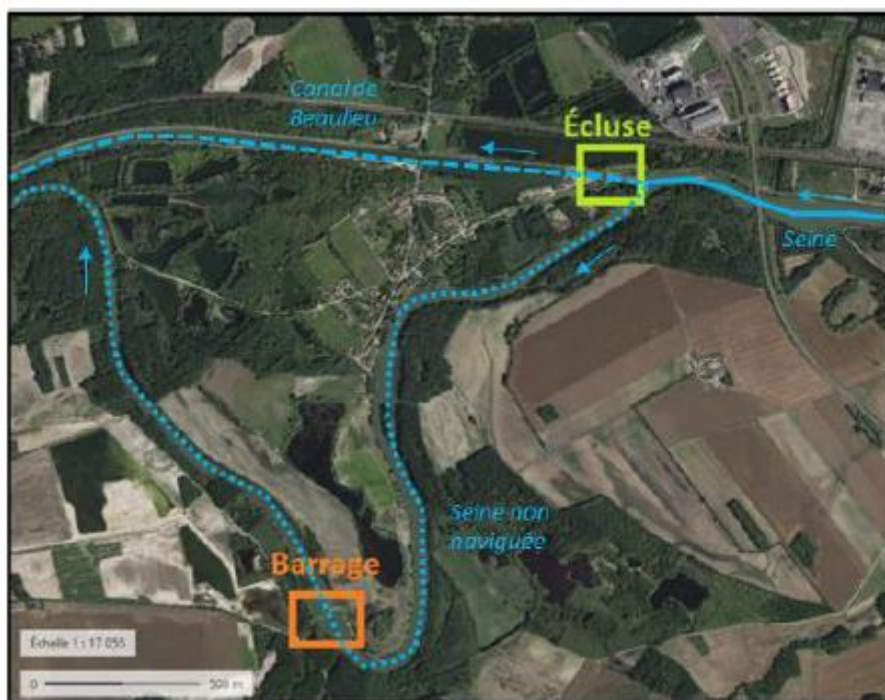


II-Figure1 : Plan du projet au 1/25 000e

Le projet concerne la reconstruction du barrage de Beaulieu, implanté sur la Seine, dans le département de l'Aube en région Grand Est. La rive droite se situe sur la commune du Mériot et la rive Gauche sur la commune de la Motte-Tilly. Le projet est localisé en figure 1 au 1/25 000e.

Il s'agit d'un barrage datant de 1864 permettant d'assurer un mouillage minimum pour la navigation dans le canal de dérivation de Beaulieu à Villiers ainsi que le Port céréalier de Nogent sur Seine.

La Seine au droit du barrage n'est plus naviguée aujourd'hui depuis que le canal de dérivation et son écluse, situés à 2,5 km en amont, ont été mis en service en 1886.



II-Figure2 : Localisation de l'écluse et du barrage de Beaulieu

L'ouvrage actuel est vétuste et assure difficilement la retenue en basses eaux. Il ne répond plus aux exigences de sécurité actuelles en termes d'exploitation et de maintenance.

Cette opération vise à répondre aux enjeux suivants :

- Garantir la sécurité du plan d'eau pour assurer la navigation fluviale,
- Offrir une meilleure gestion de la ressource en eau,
- Améliorer les conditions d'exploitation pour les manœuvres et la maintenance,
- Rétablir la continuité écologique avec la construction d'une passe à poissons.

## II.1 Localisation du projet

Une vue en plan du barrage ainsi que sa situation cadastrale est proposée ci-après.

D'un point de vue foncier, les parcelles en rive gauche, sur la commune de la Motte-Tilly (ZL96, ZL97 et ZL98) sont privées à l'exception de la parcelle n°97 appartenant à la commune de la Motte-Tilly. Cette parcelle sera utilisée pour accéder au barrage lors des travaux. La parcelle n°8 appartient à l'entreprise Cemex (carrière de granulats) et sera utilisée pour les installations de chantier (stockage, WC etc). Les parcelles permettant l'accès (ZK68, ZK74 et ZK66) en rive gauche sont la propriété de l'Association Foncière de Remembrement.

En rive droite, sur la commune du Mériot, la parcelle OD1790 appartient à VNF, la parcelle OD1789 appartient au Centre des Monuments Nationaux et la parcelle OD1829 appartient à la mairie du Mériot. Ces parcelles seront utilisées pour les accès et les installations de chantier.



II.1 -Figure1 : Vue en plan du site du barrage actuel



II.1 -Figure2 : Localisation des parcelles concernées par le projet : zoom sur le site des travaux

## II.2 Description du projet

L'ouvrage actuel est un barrage mobile à aiguilles datant de 1864, entièrement manœuvré manuellement, maçonné, d'une largeur de 90 mètres et divisé en 2 passes. La largeur hydraulique du barrage est de 35 m pour le pertuis et de 50 m pour le déversoir. La chute entre l'amont et l'aval est de



1,80 m en retenue normale, celle-ci étant fixée à **60,60 m NGF au niveau de l'entrée dans le canal de Beaulieu**.



II.2 -Figure2 : Aperçu du barrage de Beaulieu

Les grandes composantes du programme de reconstruction sont :

- La création d'un nouveau barrage mécanisé en remplacement de l'existant,
- La mise en place d'une passe à poisson,
- La possibilité de franchissement du barrage par une passerelle publique d'une rive à l'autre,
- La téléconduite du barrage à partir du Poste de Commande Centralisé de Mouy-sur-Seine,
- Le réaménagement du local technique existant en rive droite,
- La mise en place d'une accessibilité canoë en rive droite,
- La démolition de l'ancien barrage.

### ***II.2.1 Historique du projet***

Le barrage déversoir de Beaulieu est situé sur la Petite Seine, entre les communes de la Motte-Tilly et du Mériot, au PK 23,5 sur la rivière Seine dans le département de l'Aube. Sa fonction principale est de maintenir constant le niveau d'eau de la Seine à l'amont du barrage, en toute période, afin d'assurer un mouillage minimum pour la navigation dans le canal de dérivation de Beaulieu à Villers-sur-Seine dont l'accès se fait à l'écluse de Beaulieu d'une part, et un accès au port céréalier de Nogent-sur-Seine d'autre part.

La Petite Seine est la portion de la Seine comprise entre Marcilly-sur-Seine, à environ 30km en amont de Nogent-sur-Seine, et Montereau-Fault-Yonne. Elle comprend 11 écluses et 3 canaux de dérivation, dont le canal de Beaulieu à Villiers/Seine qui court-circuite le barrage de Beaulieu. Les 3 canaux de dérivation de la Petite Seine ont été mis en service à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, le dernier étant le canal de Bray à la Tombe en janvier 1899. Ce dernier n'étant plus en service à ce jour, seuls 2 des 3 canaux restent en activité. La Seine naturelle présentant de nombreux méandres et un fort ensablement après les crues, les canaux permettaient aux marins de naviguer, sans période d'interruption du trafic, avec un mouillage régulier.

Construit en 1864, le barrage était initialement dimensionné pour tenir une cote amont de 60,40 m, et n'a fait l'objet, depuis, que de peu de travaux d'envergure (les principaux étant la rénovation de la passe navigable en 1979, et des travaux d'injection de la pile intermédiaire réalisés en 1995). Or, compte-tenu de l'augmentation de la taille des bateaux et d'un niveau de service toujours plus exigeant, le barrage tient dorénavant un plan d'eau amont à la cote 60,60 m. En effet, après les travaux

d'aménagement des années 1970-1980, la Petite Seine est ouverte à la navigation des convois de 3000 T entre Montereau-Fault-Yonne et Bray-sur-Seine. Les améliorations apportées sur sa partie amont depuis 1992-1994, y compris au travers du dernier contrat de plan 2000-2006 (barrage-écluse du Vezoult, rescindement du méandre de Nogent, approfondissement du canal de Beaulieu), permettent aux bateaux de 1000 T de poursuivre leur trajet jusqu'à Nogent-sur-Seine. Le trafic est principalement orienté vers les céréales, les matériaux de construction et le transport de conteneurs.

### ***II.2.2 Objectif du projet***

Le programme du projet de reconstruction du barrage de Beaulieu a été approuvé en 2010 à la suite d'études préalables réalisées au cours de l'année 2008, et fixait pour objectifs :

- Le maintien d'une hauteur d'eau constante pour garantir la navigation dans le canal de dérivation
- L'amélioration de la gestion de la ligne d'eau grâce à une meilleure réactivité des manœuvres ;
- L'amélioration de la gestion de la ressource en eau, notamment au niveau des prises d'eau et rejets ;
- La garantie du bon écoulement des eaux en période de crue ;
- La sécurisation et la standardisation de l'exploitation grâce à l'automatisation ;
- Le rétablissement de la continuité écologique par un dispositif de franchissement piscicole ;
- La préservation du cadre de vie par une bonne intégration dans l'environnement paysager.

Les différentes phases d'élaboration du projet ont été menées en concertation avec les collectivités riveraines et les habitants, les services en charge de la gestion et de l'exploitation de la voie d'eau, les services de l'Etat, notamment la DRIEAT (ex-DRIEE), l'AESN ou l'OFB (ex-ONEMA), et les représentants des usagers tels que la fédération de pêche, la mairie de la Motte Tilly et l'association Foncière de Remembrement.

### ***II.2.3 Justification du projet***

Le projet profite à la **navigation fluviale et à tous les avantages liés au développement durable qu'elle apporte**. Le transport fluvial de marchandises est un des vecteurs de la transition énergétique. La voie d'eau est génératrice d'emplois dans les métiers du transport et de la logistique. Elle concourt, par le développement d'activités de tourisme fluvial, à l'attractivité des territoires et à l'ancrage d'emplois locaux. Enfin, les voies d'eau sont un espace naturel et vivant et constituent également un atout pour la biodiversité inféodée aux milieux aquatiques humides :

La reconstruction du barrage de Beaulieu est une nécessité car cela permettra de maintenir le niveau d'eau pour les usages suivants :

- Mouillage minimum pour le **Port céréalier de Nogent sur Seine**, d'une importance économique de premier ordre pour la région ;
- Mouillage minimum pour la navigation dans le canal de dérivation de Beaulieu à Villers-sur-Seine ;
- Prise d'eau du parc du **Château de la Motte-Tilly**, classé monument historique depuis 1946.

Ainsi, pour des raisons de maintien de la navigation fluviale et des activités économiques qui y sont liées, mais aussi pour la sauvegarde du patrimoine local, le projet de reconstruction du barrage de Beaulieu peut être considéré d'intérêt général.

#### ***II.2.4 Scénario et variants***

L'installation d'une centrale hydro-électrique a été envisagée par VNF. Cependant, une étude a montré que la productivité d'une telle installation serait faible, ainsi que sa rentabilité, et que les contraintes d'exploitation seraient trop importantes.

La localisation précise du nouveau barrage de Beaulieu a tenu compte des aspects suivants :

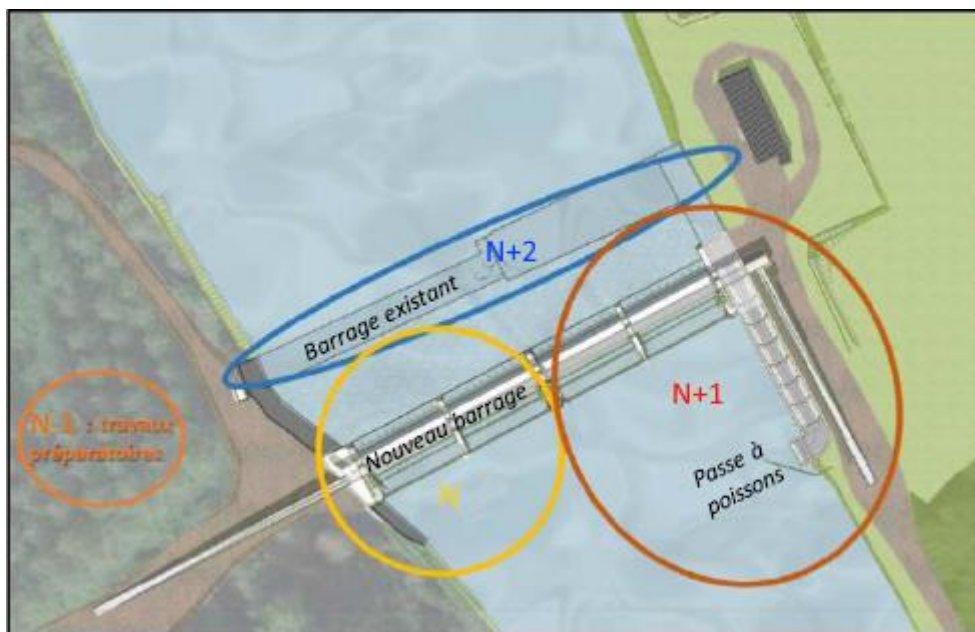
- Limitation des impacts environnementaux : position du barrage tenant compte des enjeux écologiques au droit des berges ;
- Limitation des impacts hydrauliques et réutilisation de l'ancien radier en reconstruisant à faible distance ;
- Distance minimale à respecter afin de permettre un maintien du plan d'eau amont pendant les travaux (reconstruction à l'endroit actuel impossible de ce point de vue).

### **II.3 Organisation du projet**

Le planning des travaux tient compte d'un ensemble de contraintes hydrologiques, hydrauliques et écologiques. Ces contraintes amènent à proposer la réalisation des travaux sur 3 à 4 ans en comptant la phase préparatoire.

A titre indicatif, le planning est donné ci-après :

- 1) Phase 1 : Préparatoire (dont une partie de la compensation) (possiblement année n-1 de la première année de travaux) ;
- 2) Phase 2 : Barrage (construction des passes rive gauche) en année n ;
- 3) Phase 3 : Barrage (construction des passes rive droite) et ouvrage de franchissement piscicole en année n+1 ;
- 4) Phase 4 : démolition du barrage existant, en année n+2.



II.3 -Figure2 : Phasage des travaux

## II.4 Désignation du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre Artelia été désigné le 31/07/2012. Son rôle est de concevoir l'architecture du projet, d'établir l'ensemble des dossiers réglementaires en vue de l'enquête publique. Il a consolidé, pour le compte de VNF, les études de conception du projet et les études réglementaires (notamment l'étude d'impact) en vue de l'enquête publique.

En phase travaux, son rôle sera d'assister VNF dans ses relations avec les entreprises et de coordonner les travaux.

## II.5 Calendrier prévisionnel

Date	Etape
Mars 2025	Dépôt du dossier d'autorisation aux services instructeurs Notification du présent marché
Mars 2025- Avril2025	Préparation de la publicité préalable à la réunion publique Préparation de la réunion publique
Avril 2025	Réunion d'ouverture à l'enquête publique
Juillet 2025	Réunion de clôture de l'enquête publique
Octobre 2025	Fin de l'instruction

## II.6 Le besoin d'une assistance à la communication

Dans le cadre de la récente réforme visant à accélérer les procédures et moderniser la consultation du public relative aux demandes d'autorisation environnementale, la mise en œuvre de cette nouvelle réglementation apporte des bénéfices pour l'instruction des projets. Toutefois, elle complexifie la procédure d'enquête publique, notamment en instaurant deux réunions (une pour l'ouverture et une pour la clôture) au lieu d'une seule, tout en imposant des délais très restreints pour leur organisation ainsi que pour la mise en place de la publicité légale.

Le projet de Beaulieu étant parmi les premiers à expérimenter cette nouvelle procédure, un prestataire en communication pour nous accompagner dans l'organisation et la diffusion de l'enquête publique est nécessaire afin d'assurer son bon déroulement dans les meilleures conditions.

### II.6.1 Objectifs et cible

D'une manière générale mais aussi durant toute la durée de la procédure d'enquête publique, le titulaire appuie VNF dans le domaine de la communication autour d'un projet d'infrastructure, il est force de proposition tout au long de sa mission pour chacune des prestations commandées. Les prix unitaires ou forfaitaires de chaque prestation décrite au CCTP comprennent cet accompagnement de conseils.

La cible doit être la plus large possible, elle s'étend des décideurs au grand public.

Il s'agit d'informer les acteurs suivants : (liste non exhaustive)

- Les riverains de la zone de projet et plus largement la population des communes concernées ;
- Les potentiels agriculteurs et représentants de la profession agricole, impactés par le projet ;
- Les associations, chambres consulaires et acteurs économiques ;
- Les potentiels partenaires financiers de l'opération ;
- Les élus concernés (maires, conseillers départementaux et régionaux,) ;
- Les médias locaux et nationaux ;
- Les services de l'État instructeurs ou décideurs.

Il conviendra lors de l'établissement du plan de communication de compléter ou modifier cette liste en tant que de besoin tout en la justifiant.

### II.6.2 Enjeux

L'objectif principal de cette mission de communication est d'informer les publics cibles des impacts liés au projets et les mesures mise en place pour éviter, réduire ou compenser ces derniers et de répondre aux questions qu'ils se posent à ce sujet.

Ainsi le titulaire du marché devra créer, tout en maîtrisant les délais fixés par VNF, les outils permettant la mise en œuvre de la communication autour du projet et assister VNF dans le rédactionnel des communications destinées à toucher les différentes cibles listées ci-dessus.

Le titulaire du marché devra produire des documents et outils d'information clairs à l'attention du public. Une attention particulière sera portée sur la qualité des illustrations graphiques et sur la qualité rédactionnelle qui devra traduire fidèlement et clairement les conclusions techniques. Le titulaire du marché devra veiller à la cohérence graphique de tous les documents (charte graphique).

Cette consultation porte également sur la planification et le suivi de l'enquête publique et de la concertation pour la demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction afin de réaliser les travaux du barrage de Beaulieu.

### III- MISSIONS DU PRESTATAIRE : TRANCHE FERME

**Les attentes générales du maître d'ouvrage vis-à-vis des missions du prestataire sont définies dans les paragraphes suivants. Pour chaque mission, le prestataire définira précisément dans son offre la méthodologie mise en place.**

Les numéros des titres de ce présent CCTP sont reportés dans la colonne « article CCTP » du bordereau de prix ainsi que du Détail Quantitatif Estimatif.

#### III.1 Responsable de la prestation

Le Responsable de la prestation est le représentant du titulaire. Il doit assister personnellement à toutes les réunions auxquelles le titulaire sera convoqué par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

**Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire proposera à l'acceptation du maître d'ouvrage un remplaçant.**

#### III.2 Elaboration de la stratégie de concertation et de communication

Le prestataire proposera une stratégie de concertation et de communication conforme à la réglementation applicable, en adéquation avec le contexte ainsi qu'avec les attentes du maître d'ouvrage et de l'ensemble des acteurs concernés par le projet.

Le prestataire devra notamment :

- Identifier les points faibles et les points forts du projet, en termes de communication en s'appuyant sur son expérience. Il apportera ensuite les conseils nécessaires afin de valoriser les points forts et de remédier aux points faibles ;
- Identifier les cibles pour proposer les outils de communication adéquats. Il s'agit plus spécifiquement d'identifier les acteurs ayant un intérêt à voir réaliser le projet et/ou qui seront susceptibles d'intervenir (élus, collectivités, administrations, organismes divers publics ou privés, associations, médias et tout autre public) ;

- Recenser les outils d'information disponibles ou utilisables, et les mettre en œuvre au besoin (site internet dédié) ;
- Établir et/ou actualiser une liste exhaustive de l'ensemble des contacts concernés par le projet. Ce listing servira de base aux différents publipostages qui pourraient être nécessaires au cours de la vie du marché ;
- Analyser l'environnement politique du projet ;
- Faire le diagnostic des attentes et l'analyse des intérêts des différents acteurs dans ce projet.

Cette prestation donnera lieu à la rédaction d'une note d'organisation générale de la concertation et de la communication.

De plus, en fonction de l'évolution du contexte et des faits marquants liés à l'avancement du projet, le MOA pourra commander au prestataire une note qui permettra d'adapter la stratégie de concertation et de communication élaborée au démarrage de la mission.

Tout au long de sa mission, le prestataire devra assurer un conseil au fil de l'eau du maître d'ouvrage pour toutes les relations que doit avoir le maître d'ouvrage dans le cadre du projet. Il sera notamment attentif aux relations du maître d'ouvrage avec le garant qui sera nommé par la CNDP.

### III.3 Les différents supports de communication envisagés

Le prix indiqué pour les supports inclut la conception, la création des visuels, la fourniture sur support informatique.

Le prestataire pourra définir dans son plan de concertation et de communication tout moyen qui lui semble utile pour assurer la bonne information de tous les publics concernés par le projet. Il est donc prévu un prix au marché qui rémunère à la journée la conception et la réalisation de documents de communication.

### III.4 Assister le maître d'ouvrage pour la préparation des réunions publiques ou autres réunions importantes

#### ***III.4.1 Détail de la prestation pour la réunion***

Lors de la phase de concertation avec le public ou lors de l'enquête publique, des réunions publiques d'information seront organisées. Sur la base des propositions de VNF (lieux, dates, nombre de personnes attendues...), le titulaire aura en charge l'organisation des rencontres.

Le titulaire devra à cette occasion fournir un vade-mecum présentant l'organisation prévisible des rencontres (documents à prévoir...) et le faire valider par VNF avant toute réunion.

Cette mission comprend la logistique des réunions en amont et le jour même :

- La recherche et réservation de salle auprès des communes ou autres organismes ;
- La gestion des assurances et du processus de sécurité et secours ;
- La fourniture et l'installation du matériel nécessaire (mobilier, matériel informatique...) ;

- La signalétique ;
- L'éclairage, la sonorisation et la projection ;
- L'accueil des participants (personnel d'accueil) ;
- Le verbatim et la rédaction d'un compte rendu synthétique ;

Le forfait comprend :

- Une réunion de préparation dans les locaux de VNF ;
- Les frais de déplacement sur les lieux pour le titulaire ;
- Les prestations de toutes les personnes en charge de la prestation pour le titulaire.

Le forfait ne comprend pas :

- Les frais de location de la salle restent à la charge de VNF.

### ***III.4.2 Panneaux d'exposition***

L'objectif de cette prestation est de présenter le projet de reconstruction du barrage de Beaulieu à l'aide de présentoirs dans les lieux où sera situé le dossier d'enquête publique.

Le titulaire du marché devra ainsi concevoir les panneaux d'exposition afin d'informer le public de façon synthétique sur le projet soumis à l'enquête. Le projet devra être présenté de façon pédagogique. Ses enjeux et perspectives, son intérêt pour la collectivité, son insertion urbaine et ses caractéristiques techniques seront détaillés.

Ces présentoirs devront réunir des informations liées au projet, agrémentées de photos, plans, schémas, etc.

Le titulaire travaillera en collaboration avec VNF pour définir la mise en forme et le rédactionnel des contenus des différents panneaux.

Dans le cas de la fourniture de structure neuve (privilégier une structure du type kakemonos ou qui prend peu de place): Le titulaire assurera le suivi de la fabrication des panneaux. Il portera une attention particulière à l'aspect pratique des éléments et à la solidité des matériaux. Il s'assurera de l'espace et du matériel disponible dans les lieux d'exposition et adaptera les formats et supports en conséquence. La taille du panneau ainsi que le type de support feront l'objet d'une proposition de la part du titulaire validée par VNF.

Dans le cas de reprise des anciens kakemonos : Le titulaire effectuera la reprise fabrication des panneaux. Il assurera un démontage soigné des supports, la fabrication du visuel en adéquation avec le support et son assemblage.

La mission comprend :

- La conception du texte et des illustrations graphiques des panneaux d'exposition ;
- La mise en forme des panneaux ;
- Les reprises éventuelles avant validation par VNF ;
- Les réunions et déplacements nécessaires à la conception des panneaux ;
- La réalisation des panneaux :
  - La reprise des supports des kakémonos utilisés pour les réunions publiques lors de concertation, la dépose du visuel existant et la fourniture et la pose du nouveau visuel ;

Ou



- La fabrication et la fourniture de nouveaux kakémonos ainsi que leur structure support ;

### **III.4.3 Support de présentation**

L'objectif de cette prestation est de présenter le projet à l'aide de diaporamas qui pourront être diffusés lors des réunions publiques et mis sur le site internet.

Dans le cadre des réunions publiques, du comité de suivi ou autre réunions importantes, le titulaire réalisera un document de présentation du projet assisté par ordinateur de minimum 10 diapositives à partir des éléments techniques communiqués par VNF ou son titulaire.

Les diapositives seront de bonne qualité graphique et pédagogique afin de retenir l'attention du public et seront conformes à la charte graphique. Un rendu professionnel est attendu comportant notamment des animations (au format flash ou autre) etc.

Le titulaire du marché prévoira également la conception de diaporamas par thèmes sur la base de 10 diapositives, par exemple : la conception technique de l'ouvrage, la réalisation des travaux, les impacts du projet, la gestion hydraulique, etc.

La mission comprend :

- La conception textuelle et des illustrations graphiques des diapositives ;
- La mise en page des diapositives ;
- Les reprises éventuelles avant validation par VNF ;
- Les réunions et déplacements nécessaires à la conception du diaporama ;
- La fourniture et la livraison à VNF du fichier en version PowerPoint et pdf

## **III.5 Enquête publique**

### **III.5.1 Relecture du dossier d'enquête Publique**

L'objectif est de rendre communicant et accessible par le grand public le dossier d'enquête publique. Pour cela, le maître d'ouvrage fournira au titulaire du marché un fichier Word avec le texte du dossier rédigé. Le titulaire du marché devra :

- S'assurer de la cohérence des pièces du dossier d'enquête entre elles ;
- Procéder à une relecture de l'ensemble des pièces du dossier de façon à supprimer les fautes d'orthographe ou d'alerter le MOA sur des incohérences,
- Et s'assurera que la totalité des documents constituant le dossier est en cohérence avec la charte graphique.

Il veillera à la qualité du dossier, à sa lisibilité par le grand public et à la qualité des illustrations utilisées.

Le titulaire du marché prévoira un type de fichier facilement exploitable par le maître d'ouvrage tout en gardant la mise en page (fichier Word exemple), afin que VNF puisse réaliser lui-même des modifications.

### ***III.5.2 Centrale argumentaire***

Un document interne structurant les éléments de langage sera rédigé et servira de référence pour toute prise de parole publique. Ce document, partagé avec la maîtrise d'ouvrage, garantira une communication cohérente et harmonisée. Il fera l'objet d'ajustements le cas échéant en collaboration avec VNF afin de consolider et valider les éléments clés en amont des réunions de l'enquête publique.

### ***III.5.3 Organisation de l'enquête Publique***

Le titulaire devra réaliser l'affichage des avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet pour assurer la publicité des enquêtes.

Le contenu minimal des avis est imposé par l'article R.123-9 du Code de l'environnement et des conditions de forme ont été fixées par arrêté du 24 avril 2012.

L'affichage doit être réalisé avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête, ce qui impose d'exercer des diligences normales quant au maintien sur site de l'affichage initial.

Deux types d'affichage sont différenciés :

- L'affichage légal sur les panneaux administratifs de la mairie (arrête préfectoral et affiche au format A2 décrite ci-après)
- L'affichage légal sur les lieux de l'opération (panneaux format A2)

### ***III.5.4 Vérification des affichages en mairie et sur les panneaux d'information-constat d'huissier***

L'affichage sur site et en mairie devra être effectué au moins 15 jours avant le début de l'enquête publique. Il reste en place pendant toute la durée de l'enquête. L'affichage est fait par points stratégiques (définis par le titulaire du marché avec l'accord de VNF sur la base d'une reconnaissance préalable) et par mairie de la zone de projet.

Les constats d'huissiers seront établis 15 jours avant l'ouverture de l'enquête ainsi que 15 jours avant la clôture de l'enquête, puis à la clôture de l'enquête prévue sous réserve d'une éventuelle décision de prolongation de la durée de l'enquête. Si le commissaire enquêteur chargé de l'enquête décide nécessaire la prolongation de la durée de l'enquête alors l'affichage devra rester sur site jusqu'à la clôture définitive de l'enquête. Le titulaire devra s'assurer de la pérennité de cet affichage pendant toute la durée de l'enquête.

Le titulaire remettra à VNF :

- Un document relatant la bonne exécution des prestations pendant toute la durée de la mission, incluant la date et l'heure de la mise en place de l'affichage, la date et l'heure du retrait, les photographies de l'affichage sur site... ;
- Les constats d'huissiers établis.

## III.6 Registre de l'enquête

### ***III.6.1 La collecte des registres après la clôture de l'enquête publique et leur livraison à la commission d'enquête***

Le registre de l'enquête publique présente des interventions des acteurs (associations, public...) qui souhaitent s'exprimer sur le contenu de l'enquête publique et poser par écrit leurs remarques et/ou questions, suggestions ou contre-propositions.

Ce registre papier sera situé dans chaque lieu où est déposé un dossier d'enquête et sera accessible pendant les heures d'ouverture. Il sera sous format papier et le prestataire devra s'assurer de la bonne conformité du document (chaque page sera numérotée et paraphée par le commissaire enquêteur ou un des membres de la commission. Si le registre est plein, un second registre sera joint au premier (qui restera à disposition du public) ou des feuilles numérotées et paraphées y sont ajoutées.

Un dossier d'enquête sera déposé dans chacune des 3 communes concernées par le projet : La Motte-Tilly, Le Mériot et Nogent-sur-Seine.

La mission comprend pour chaque lieu où est déposé un dossier d'enquête :

- La livraison d'un registre (sous réserve que la préfecture ne prenne pas en charge cette tâche);
- L'envoi hebdomadaire d'une copie scannée des observations dans un fichier et regroupement par thématique en vue de faciliter le travail de VNF et de la commission d'enquête;
- Collecte des registres auprès des mairies à la clôture de l'enquête (Vérification des signatures de la mairie et de la conformité globale du document) ;

### ***III.6.2 Création d'un registre dématérialisé pour l'enquête publique***

Le prestataire aura à sa charge la création d'un registre dématérialisé pour l'enquête publique afin de recueillir les observations et contributions du public de manière électronique, en complément des registre papier traditionnels.

Le registre sera accessible depuis la page dédiée au projet permettant de suivre les actualités concernant l'enquête publique.

## **IV- MISSIONS DU PRESTATAIRE : TRANCHE OPTIONNELLE**

### **IV.1 Animation d'une réunion Publique**

Le titulaire du présent marché devra assurer une animation fluide, dynamique et constructive des réunions de clôture et d'ouverture d'enquête publique. Cette mission vise à garantir une participation active du public, une bonne compréhension des enjeux du projet et une gestion efficace des interactions entre les différents acteurs.

## IV.2 Appui (non juridique) à la rédaction du mémoire en réponse au PV de la commission d'enquête

Le prestataire doit accompagner et assister le maître d'ouvrage dans la rédaction de ce document. Concrètement, cela peut inclure :

- Analyse et structuration du document :
  - Aide à la compréhension du procès-verbal (PV) de la commission d'enquête
  - Identification des points clés à traiter dans la réponse
  - Proposition d'un plan structuré pour le mémoire
- Rédaction et mise en forme :
  - Reformulation claire et synthétique des arguments
  - Rédaction fluide et cohérente, adaptée aux exigences du dossier
  - Mise en page soignée et professionnelle
- Argumentation et valorisation des éléments de réponse :
  - Reformulation des faits et des éléments techniques en mettant en avant les points favorables
  - Collecte et structuration des pièces justificatives pertinentes
  - Aide à la rédaction d'une argumentation factuelle et technique

En résumé, l'appui consiste à guider et faciliter la rédaction du mémoire en mettant en avant des arguments pertinents et en assurant une présentation rigoureuse, sans pour autant entrer dans une interprétation juridique du dossier.

## IV.3 Page internet dédiée

Le titulaire aura en charge la création et la mise à jour d'une page sur le site internet de VNF dédiée au projet permettant l'accès aux éléments du dossier, aux avis rendus par le public, les organismes et instances consultés, ainsi que les éventuels compléments ou réponses apportés par le porteur de projet sont rendus publics, tout au long de la consultation. Cette page devra permettre un accès au registre dématérialisé de l'enquête publique.

Le prestataire assurera par ailleurs la mise à jour régulière de la page en fonction de l'actualité du projet.

Le site devra ainsi être alimenté, en fonction de l'arrivée de nouvelles informations liées aux études et procédures transmises par le maître d'ouvrage, et agrémentées de photos, plan, schémas, vidéos, planning.

Pour information, l'hébergement et la maintenance du site sont assurés par OVH missionné par le service des systèmes d'information de VNF/SG/DRHM/SSI/DEP à Béthune.

## IV.4 Mise à disposition du dossier d'enquête publique

Le titulaire du marché sera chargé de mettre en ligne le dossier d'enquête publique sur l'espace numérique dédié au projet de façon qu'il soit facilement téléchargeable par les citoyens et les usagers. Cette prestation est complémentaire à la mise en ligne par la préfecture via un organisme spécialisé (médiathec par exemple).

Ce prix prend en compte les portes documents nécessaires.

## IV.5 Le dossier d'enquête publique

L'impression et la livraison :

- Format : A3 paysage
- Papier : couché moderne semi-mat, couverture 4 pages : 250 g/m<sup>2</sup> avec un supplément pour vernis recto verso, intérieur : 100 g/m<sup>2</sup>
- Impression : quadri recto verso
- Façonnage : reliure à spirales ou équivalente
- Paquetage : en cartons
- Livraison / distribution : VNF ou routage
- Quantité indicative : non définie

## IV.6 Evolution du contexte et de la stratégie de concertation et de communication

Enquêtes/sondages auprès des acteurs du territoire : Après validation par le maître d'ouvrage, le prestataire s'appuiera éventuellement sur des enquêtes ou des sondages qu'il mènera auprès des acteurs concernés par le projet

## IV.7 "Débat training"

En cas de besoin, le prestataire proposera une préparation aux réunions publiques ou autres réunions importantes sur le territoire et des mises en situation qui soient adaptées au projet.

Ces formations seront réparties sur plusieurs jours à la demande du maître d'ouvrage pour les personnes assurant physiquement la représentation du maître d'ouvrage lors des réunions publiques ou des actions de communication, le responsable du projet et quelques personnes ressources (experts du maître d'ouvrage).

Ces formations auront plusieurs buts : initier les personnes concernées aux techniques des relations publiques, développer une attitude d'écoute, préparer les jeux de questions-réponses, analyser les postures de chacun (afin d'éviter une certaine arrogance ou attitude « technocratique » dans la gestuelle ou dans l'expression) et éventuellement initier quelques méthodes d'expression pour les réponses au « grand public ».

Ces formations se dérouleront sous forme de séminaires au cours desquels, il sera proposé une succession de séquences mettant en jeu les représentants du maître d'ouvrage et les formateurs. Le prestataire proposera également d'autres formes de formation au maître d'ouvrage.

Le prestataire détaillera dans son offre la méthodologie envisagée.